

DES PAROLES EN L'AIR ?

APPEL À UNE ASSEMBLÉE, 8 JANVIER – 15H, AU CAPITOLE

Emportés d'un scandale à l'autre...

¶ Détention « préventive » d'un syndicaliste lors d'une visite présidentielle au Mayet-de-Montagne, en Allier (25 novembre).

Il y a des vies que l'on écarte.

¶ Meurtre de Mamadou Marega par la police (30 novembre) : déjà privé de papier, le « malien » se voit dépossédé de son nom propre. Humanité niée. L'opinion discute de l'outillage légitime pour une telle mise à mort : balle, gaz ou Tazer ?

Il y a des vies qui ne comptent pas.

¶ Décision de justice contestée par un ministre lorsqu'il s'agit de la condamnation de fonctionnaires de police (10 décembre) : par un faux témoignage, 7 policiers accusent un innocent pour éviter une peine à leur collègue. La corporation policière manifeste, en armes. Le ministre de l'intérieur les assure de son soutien.

Il y a des vies qui, plus que d'autres, comptent.

...pris dans la manufacture d'une indignation quotidienne.

Un scandale chasse l'autre, et tous s'enchainent comme autant de petits wagonnets qui défilent, routiniers. Passée l'émotion, l'indignation se fait banale. Elle se désamorce, appelée à n'être qu'une réaction aux tentatives, plus ou moins outrancières, de l'appareil d'État.

Pourtant, l'oligarchie — la petite minorité dirigeante — ne masque pas ses ambitions. Avons-nous oublié le discours programmatique du 30 juillet dernier, prononcé à Grenoble par le président Sarkozy ?

Y était affirmé en toute clarté que :

1. Étranger = pauvre = délinquant.
2. Toutes les délinquances se valent et doivent être traitées avec la même sévérité, aveugle et systématique.
3. Le policier (c'est à dire : l'agent de police, le préfet ou le chef de l'État) est l'expert capable de qualifier ces délinquances. Puisqu'il a le « sens de l'État », il est celui capable de dire comment nous devons vivre ensemble.
4. Ces questions ne sont pas des questions politiques, qui peuvent être débattues, mais sont les effets d'une mécanique sociale inévitable. En conséquence, elles doivent être soumises à une gestion, dont le principal levier sont les outils du maintien de l'ordre.

Au final, tout cela se justifierait parce que la situation serait une situation de crise et d'exception. À ce titre, elle devrait donc être gérée en menant une « **guerre** », contre les causes présumées à cette crise, ceci à l'aide de moyens adaptés : la violence d'État.

Chacun conviendra de la pertinence ou de la bêtise de ces affirmations. Mais qui ne saurait voir dans les événements de Mayet-de-Montagne, de Mamadou Marega et de Bobigny, **des conséquences** du discours de Grenoble? La parole présidentielle donne lieu à des réalités. Mais c'est le cas de toutes les paroles, *les nôtres également*.

Aujourd'hui, il importe d'affirmer que :

- ¶ **Une vie égale à une vie**, et que toutes sont **dans le même monde** ;
Il n'y a pas de choc des cultures, pas de mondes africain, occidental, oriental, etc. fondamentalement différents.
- ¶ Les lois ne doivent pas donner lieu à des statuts et des catégories **différentes** et **sortir** certains du droit.
Refusons les lois CESEDA sur le droit des étrangers.
- ¶ Chacun(e) peut et doit dire ce qu'il pense de la situation, **sans avoir à se référer au discours de l'État**. En dehors de soi, **il n'y a pas d'experts** capables de mieux dire ce que chacun vit.
Les situations sont à discuter publiquement, et avec tous.

POUR CELA, RETROUVONS-NOUS :

AU MARCHÉ DE LA FAOURETTE LE 7 JANVIER À 10H,

PUIS AU CAPITOLE LE 8 JANVIER À 15H.

Le rassemblement du pays pour tous